

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
Commission de l'économie, des finances,  
du budget et de la fonction publique  
-----

Papeete, le 21 JUIN 2013

N° 53-2013

**RAPPORT**

Document mis  
en distribution

Le 21 JUIN 2013

relatif à un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2012 (Budget général),

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Monsieur et Madame les représentants Jean-Christophe BOUISSOU et Sandra MANUTAH LÉVY-AGAMI

---

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3375/PR du 13 juin 2013, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2012 (Budget général).

L'exécution du budget général de la Polynésie française en 2012, dont le détail fait l'objet du commentaire accompagnant le compte administratif, marque encore une fois la dégradation de nos comptes publics.

N'oublions pas en effet que le résultat cumulé constaté en report à nouveau (3,170 milliards de F CFP) n'est positif que parce que le Pays a bénéficié d'une dotation exceptionnelle d'ajustement de 6 milliards de F CFP qui avait été inscrite en loi de finances 2011 au budget de l'État.

L'assainissement des comptes n'en est resté qu'à ces balbutiements, avec un montant de créances irrécouvrables qui n'a été apuré que marginalement, alors même que le stock au 31 décembre 2012 atteint plus de 10 milliards de F CFP.

Les dépenses d'investissement ont connu un net ralentissement avec une nouvelle chute de la commande publique qui obère toute reprise de l'activité économique et qui traduit une véritable interrogation de l'État au regard du discours indépendantiste porté par le Président d'alors.

Si bien que si, au terme de cette année budgétaire, comptablement, la section de fonctionnement affiche un résultat positif de + 9,867 milliards de F CFP, soit un montant trois fois plus élevé qu'en 2011 (+ 3,324 milliards de F CFP) alors que la section d'investissement se solde par un résultat négatif de - 13,238 milliards de F CFP, en chute par rapport à 2011 (- 4,723 milliards de F CFP), la réalité est encore plus dure puisque globalement l'on doit considérer ce résultat comme déficitaire compte tenu des créances irrécouvrables figurant toujours dans les comptes du Pays.

Au total, avant intégration des exercices antérieurs, le résultat global de l'exercice 2012 s'établit à - 3,371 milliard de F CFP. En cumulé, il affiche un montant de 8,188 milliards de F CFP avant intégration des comptes des établissements publics.

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes totales (1)	123 216 917 051	21 303 444 844	144 520 361 895
Dépenses totales (2)	113 349 550 291	34 541 380 432	147 890 930 723
Résultat de l'exercice 2012 (3) = (1)-(2)	9 867 366 760	- 13 237 935 588	- 3 370 568 828
Report à nouveau au 1-1-2012 (4)	9 869 681 826	1 688 878 655	11 558 560 481
Affectation du résultat 2011 (5)	- 9 094 798 037	9 094 798 037	0
Résultat cumulé au 31-12-2012 (6) = (3)+(4)-(5)	10 642 250 549	- 2 454 258 896	8 187 991 653

(1) hors compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé »

	Fonctionnement	Investissement	Total
Résultat cumulé au 31-12-2012 (6)	10 642 250 549	- 2 454 258 896	8 187 991 653
Besoin de financement du report de CP 2012/2013		-5 017 139 002	-5 017 139 002
Affectation du résultat 2012 (7)	- 7 471 397 898	7 471 397 898	0
Report à nouveau disponible après affectation du résultat 2012 (8) = (6)-(7)	3 170 852 651	0	3 170 852 651

(hors intégration des comptes des Etablissements publics dissous)

Les mesures prises en 2012 se sont inscrites dans le cadre du plan de redressement des comptes de la Polynésie française adopté en 2011, mais le résultat obtenu quant à l'objectif d'assainissement des finances publiques est bien en-deçà de ce qu'il aurait été nécessaire d'obtenir.

Ce qui aurait dû être fait n'a pas été fait. Ainsi, les amortissements n'ont fait l'objet que d'une comptabilisation partielle, l'apurement des non-valeurs (1,967 milliard de F CFP) est restée marginale et la comptabilisation des provisions (1,434 milliard de F CFP) n'a pu être mise en œuvre au-delà des provisions pour garantie d'emprunts. Aucune provision pour dépréciation des actifs financiers du Pays n'a été constatée.

Parallèlement, les actions de restructuration et de réorganisation menées en 2012 visant à rationaliser les ressources matérielles, financières et humaines de l'administration n'ont pas conduit à une diminution significative des personnels, la plupart étant repris dans d'autres établissements ou dans des services administratifs du Pays.

Certes, la refonte des régimes indemnitaires des services administratifs et la mise en application des nouvelles règles encadrant les rémunérations servies aux collaborateurs de cabinets ministériels ont contribué à réduire les dépenses de personnel de 445 millions de F CFP, mais on le voit aujourd'hui, cette baisse contrainte est en même temps pernicieuse car elle nuit à l'efficacité de l'action gouvernementale qui, si elle n'était pas une préoccupation de l'ancien gouvernement, est bien la nôtre.

Si l'on considère les recettes, on mesure l'impact d'un contexte économique morose ou la consommation des ménages polynésiens et la demande extérieure sont en forte baisse. Les recettes fiscales, première source budgétaire, avec 84,370 milliards de F CFP, en léger retrait par rapport à 2011, se maintiennent difficilement au niveau des années antérieures. Elles représentent 77 % des recettes réelles de fonctionnement contre 79 % en 2011 et 74 % en 2010. Et si les subventions de l'État, deuxième source budgétaire du Pays, enregistrent une augmentation de 5,928 milliards de F CFP par rapport à 2011, ce n'est que sous le seul effet du versement de la dotation exceptionnelle d'ajustement. Elles atteignent 19,701 milliards de F CFP.

Ce n'est d'ailleurs qu'au bénéfice de cette dotation exceptionnelle que l'épargne nette, qui correspond aux fonds propres dégagés sur les ressources budgétaires de l'exercice, en fonctionnement, pour financer la réalisation des investissements, a pu être reconstituée. Ainsi, après financement du remboursement total des emprunts (8,136 milliards de F CFP), l'épargne nette atteint 2,144 milliards F CFP.

Evolution des comptes du Pays ( hors E/O)			
	2010 CA	2011 CA	2012 CA
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>118 090</b>	<b>108 091</b>	<b>110 112</b>
Recettes fiscales	92 018	85 206	84 370
Subventions et participations reçues (Etat)	8 506	13 773	19 701
Autres recettes	17 566	9 112	6 041
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>106 650</b>	<b>98 741</b>	<b>99 832</b>
Dépenses de gestion	40 146	37 973	37 949
Versement au FIP	13 189	12 585	12 098
Subventions	23 136	18 300	21 404
Frais financiers	2 543	3 677	3 991
Dot. aux provisions	2 623	1 678	1 541
Autres dépenses	25 013	24 528	22 850
<b>Epargne brute</b>	<b>11 441</b>	<b>9 350</b>	<b>10 280</b>
Remboursements d'emprunts	7 613	9 847	8 136
<b>Epargne nette</b>	<b>3 828</b>	<b>-497</b>	<b>2 144</b>

L'épargne nette constitue avec les subventions de l'État (3,633 milliards de F CFP) et les emprunts (3,938 milliards de F CFP) les trois principales recettes réelles de la section d'investissement, qui s'élevaient à 7,985 milliards de F. CFP. Le niveau des recettes reste néanmoins insuffisant pour couvrir les dépenses d'équipement hors remboursement d'emprunt et écritures d'ordre, qui s'élèvent à 13,499 milliards de F CFP, en baisse cependant de - 2,745 milliards de F CFP par rapport à 2011 (16,244 milliards de F CFP).

Partant, l'exercice, après capitalisation de l'excédent de fonctionnement (11,559 milliards de F CFP), couverture du besoin de financement du report des crédits de paiement (- 5,017 milliards de F CFP) et intégration des soldes des comptes de 3 établissements publics (- 10,8 millions de F CFP), conduit, sous les réserves faites ci-avant, à un solde disponible positif de 3,538 milliards de F CFP.

### **1 - Résultat de fonctionnement**

a) Résultat de l'exercice 2012	:	9 867 366 760
b) Résultat antérieur reporté (après financement du report 2012)	:	774 883 789
c) Reprise résultat compte financier des établissements dissous		
Intégration des comptes des établissements publics dissous :		
- Institut de la consommation (Régularisation)	:	14 256 140
- Établissement pour la prévention (EPAP)		
Résultat de l'exercice (compte 12)		- 97 532 049
Report à nouveau (compte 110)		450 249 054
- Agence Tahitienne de Presse (ATP)	:	
Résultat de l'exercice (compte 12)		0
Report à nouveau (compte 110)		11 130 900

<b>d) Résultat à affecter</b>	:	<b>11 020 354 594</b>
-------------------------------	---	-----------------------

### **2 - Solde d'investissement**

a) solde d'exécution 2012	:	- 4 143 137 551
b) soldes antérieurs reportés	:	1 688 878 655
c) Solde financement disponible des Etablissements dissous		
Intégration de compte en 2012 :		
- Institut de la consommation (Régularisation)	:	-14 256 140
- Établissement pour la prévention (EPAP)		2 677 042
- Agence Tahitienne de Presse (ATP)	:	779 419

<b>d) Solde cumulé 2012</b>	:	<b>- 2 465 058 575</b>
-----------------------------	---	------------------------

e) Reste à réaliser	:	- 5 017 139 002
---------------------	---	-----------------

<b>f) Besoin de financement</b>	:	<b>- 7 482 197 577</b>
---------------------------------	---	------------------------

### **3 - Solde disponible après financement du besoin de financement de la section d'investissement : 1d (-) 2e**

:	<b>3 538 157 017</b>
---	----------------------

\* \* \* \* \*

Tels sont les principaux faits marquants de l'exécution du budget 2012 de la Polynésie française.

Compte tenu de ces éléments, les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'apprécier le projet de délibération ci-joint.

Il est observé qu'une large majorité des membres de la commission a décidé de s'abstenir sur ce dossier, qui a été approuvé avec 2 voix pour et 7 abstentions, permettant à l'assemblée réunie en séance plénière d'examiner le compte administratif du Pays pour l'année 2012.

#### LES RAPPORTEURS

**Jean-Christophe BOUISSOU**

**Sandra MANUTAH I LÉVY-AGAMI**

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
NOR : DFP1300964DL

**DÉLIBÉRATION N° 2013-42/APF**

**DU 28 JUIN 2013**

---

approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2012 (Budget général)

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 et les actes modificatifs ;

Vu l'arrêté n° 799 CM du 13 juin 2013 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 53-2013 du 21 juin 2013 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 28 juin 2013 ;

## ADOPTÉ :

**Article 1<sup>er</sup>.**- Les recettes budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2012 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de CENT CINQUANTE TROIS MILLIARDS SIX CENT QUINZE MILLIONS CENT CINQUANTE NEUF MILLE NEUF CENT TRENTÉ DEUX FRANCS CFP, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement.....	123 216 917 051 F CFP
Section d'investissement (hors compte 1068).....	21 303 444 844 F CFP
Compte 106 8 « Excédent de fonctionnement capitalisé » .....	9 094 798 037 F CFP
TOTAL.....	153 615 159 932 F CFP

**Article 2.-** Les dépenses budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2012 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de CENT QUARANTE SEPT MILLIARDS HUIT CENT QUATRE VINGT DIX MILLIONS NEUF CENT TRENTÉ MILLE SEPT CENT VINGT TROIS FRANCS CFP, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement.....	113 349 550 291 F CFP
Section d'investissement.....	34 541 380 432 F CFP
TOTAL.....	147 890 930 723 F CFP

**Article 3.-** Les différences entre ces résultats et les prévisions budgétaires sont approuvées.


**Article 4.-** Est constatée pour l'exercice 2012, au titre du budget général, la concordance parfaite des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion de la Polynésie française

**Article 5.-** Est constatée la reprise du résultat des établissements dissous dans les comptes du Pays :

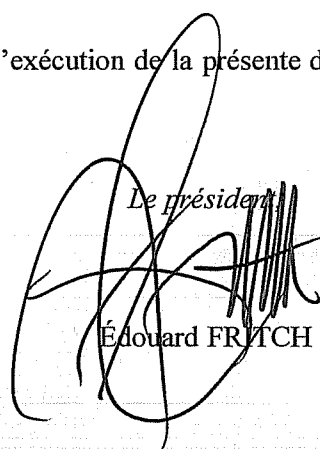
Établissements publics	Fonctionnement		Investissement
	Compte 12 : Résultat de l'exercice	Compte 110 « report à nouveau (Solde créditeur) »	Solde créditeur des comptes de bilan (hors cptes 110&12)
Institut de la consommation de la PF (régularisation)		14 256 140	- 14 256 140
Établissement pour la prévention (EPAP)	- 97 532 049	450 249 054	2 677 042
Agence tahitienne de presse (ATP)		11 130 900	779 419

**Article 6.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

  
Loïs SALMON-AMARU

Le président,

  
Édouard FRUTCH